

Madagascar/Crise politique

# Un gouvernement " de consensus " jusqu'à la présidentielle

AFP  
Antananarivo/Madagascar

*L'opposition représentée au sein de cette équipe d'une trentaine de ministres par six membres parle d'apaisement.*

UN gouvernement de "consensus" est entré en fonction hier à Madagascar avec pour mission de conduire le pays en douceur jusqu'aux élections générales prévues cette année, après un mois et demi de crise ouverte entre le président et ses adversaires.

"Le gouvernement de Christian Ntsay est maintenant mis en place après diverses négociations", a annoncé le chef de l'Etat, Hery Rajaonarimampianina, lors d'une cérémonie au palais présidentiel d'Iavoloha, à Antananarivo.

"L'élection présidentielle, c'est l'objectif", a lancé le chef de l'Etat, en espérant que ce scrutin serait "inclusif et accepté par tous".

Le nouveau gouvernement a été "mis en place en conformité avec la décision de la Haute Cour constitutionnelle"(HCC), a rappelé

M. Rajaonarimampianina. Fin mai, la plus haute instance juridique du pays avait ordonné la nomination d'un cabinet d'union nationale pour sortir de l'impasse causée par les manifestations quotidiennes de l'opposition depuis fin avril, qui ont fait au moins deux morts.

La crise a été déclenchée par l'adoption de nouvelles lois électorales, dont les dispositions les plus controversées ont finalement été annulées.

L'opposition réclame toutefois depuis le départ du président, élu fin 2013.

Saisie d'une motion de destitution par l'opposition, la HCC ne lui a pas donné satisfaction, mais exigé la formation d'un nouveau gouvernement.

Le 4 juin, le président Rajaonarimampianina s'est plié à cette injonction et a nommé un nouveau Premier ministre, Christian Ntsay, haut fonctionnaire international. Son nom a été proposé par le principal parti d'opposition, le Mapar, de l'ex-président Andry Rajoelina (2009-2014).

Son gouvernement, annoncé hier, est composé d'une trentaine de ministres, dont six sont ouverte-



Photo : AFP

Le nouveau Premier ministre de Madagascar, Christian Ntsay, a formé hier son gouvernement. Il sera en place jusqu'à la présidentielle prévue d'ici à septembre.

ment membres de l'opposition : quatre du Mapar et deux du Tim de l'ex-président Marc Ravalomanana (2002-2004).

"**APAISEMENT**" • "On va se concerter mais vous allez voir que la situation va vers l'apaisement", a réagi le député du Mapar, Jean Brunelle Razafitsandraofa, nommé ministre du Tourisme. "Ce gouvernement est la preuve de la bonne volonté de notre parti à participer à la résolution de la crise actuelle".

Sa collègue, Christine Raza-

namahaso, s'est vue confier le portefeuille de l'Aménagement.

Le ministre de la Défense sortant, Béni Xavier Rasolofonirina, qui s'est illustré dans la crise actuelle en menaçant de faire usage de la force si le régime et l'opposition ne parvenaient pas rapidement à un accord, conserve lui son poste.

"Ce jour marque l'avancée de Madagascar dans la démocratie", a lancé le président Rajaonarimampianina hier.

"Je vous souhaite bon courage. Ne décevez pas la nation", a-t-il lancé aux ministres, estimant que "le dialogue était la seule voie pour construire et aplanir les divergences politiques". "Lorsqu'il s'agit de l'intérêt de la nation, il faut mettre de côté les divers intérêts personnels", a insisté le chef de l'Etat, "les épreuves traversées par notre pays montrent que les acteurs ont fait preuve de maturité".

La date précise des élections présidentielle et législatives n'a pas encore été annoncée mais les scrutins doivent se tenir dès la "saison sèche", c'est-à-dire avant septembre, selon la décision rendue fin mai par la HCC.

Les élections étaient à l'origine prévues à la toute fin 2018.

Madagascar, grande île pauvre de l'océan Indien, est régulièrement secouée par des crises politiques.

Le président Rajaonarimampianina en exercice n'a pas encore annoncé s'il briguerait ou non un second mandat cette année. En revanche, l'ancien président Rajoelina et son prédécesseur, Ravalomanana, ont laissé entendre qu'ils se présenteraient.

France-Suède-Mali/Diplomatie

# Le Drian reproche à Bamako de manquer de volonté politique

AFP  
Stockholm/Suède

LE chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian a reproché hier au Mali de manquer de volonté politique pour la mise en œuvre des accords de paix dans le Sahel, à l'issue d'une rencontre à Stockholm avec son homologue suédoise.

"Dans les accords d'Alger, il y a tout ce qu'il faut pour retrouver la paix au Mali et plus globalement au Sahel", a déclaré le ministre français des Affaires étrangères en marge d'un déplace-

ment à Stockholm.

"Encore faut-il avoir la volonté politique de transformer ces accords en réalité, ce n'est pas encore le cas, je souhaite que ce soit le cas après l'élection présidentielle" malienne qui se tient dans moins de deux mois, a-t-il ajouté.

Signé en 2015 sous médiation algérienne et censé isoler définitivement les jihadistes, l'accord de paix n'est toujours pas appliqué et des zones entières du Mali échappent encore au contrôle des forces maliennes, françaises et de l'Onu.

Les violences se sont pro-



Photo : AFP

Le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian dépité devant la lenteur dans la mise en œuvre des accords de paix dans le Sahel.

pagées au Burkina Faso et au Niger voisins, se mêlant souvent à des tensions ou des conflits intercommu-

nautaires.

"S'il y a un message à faire passer au président (malien) - à celui-là ou un

autre, je n'ai pas à prendre parti dans un processus électoral -, aux candidats, c'est de faire en sorte qu'ils s'engagent solennellement pour la mise en œuvre des accords d'Alger", a insisté le chef de la diplomatie française.

L'élection présidentielle au Mali doit se dérouler le 29 juillet. Le président Ibrahim Boubacar Keïta brigue un second mandat.

Début juin une manifestation organisée par l'opposition a fait plusieurs blessés, incitant l'Union européenne à appeler au respect de la liberté d'expression.

Brésil/Présidentielle

# Même en prison, Lula reste en tête des sondages

AFP  
Sao Paulo/Brésil

**L'EX-PRESIDENT** Lula reste largement en tête des intentions de vote pour la présidentielle d'octobre au Brésil en dépit de son emprisonnement depuis deux mois pour corruption, rapportait hier la presse.

Les grands journaux se font l'écho du dernier sondage de l'institut Datafolha selon lequel 30% des Brésiliens voteraient pour Luiz Inacio Lula da Silva, qui a déjà effectué deux mandats, de 2003 à 2010.

L'ex-président de gauche est suivi du député d'extrême droite Jair Bolsonaro, avec 17% des intentions de vote. Marina Silva, ex-ministre de

l'Environnement de Lula, arrive en troisième position avec 10% des intentions de vote.

Mais le sondage Datafolha, publié dimanche, relève que 21% des sondés n'expriment de préférence pour aucun candidat - un taux élevé - pour la présidentielle la plus incertaine de l'histoire moderne du Brésil. Le précédent sondage de cet institut qui fait réfé-

rence, publié juste après son emprisonnement, donnait à Lula 31% d'intentions de vote.

Lula risque toutefois d'être prochainement rendu inéligible par la justice électorale. Sans Lula dans la course, Jair Bolsonaro atteindrait 19% des voix et Marina Silva entre 14 et 15%, selon le même sondage. L'enquête Datafolha a été réalisée les 6 et 7 juin au-

près de 2.824 électeurs et comprend une marge d'erreur de deux points de pourcentage.

Lula, 72 ans, a été condamné en appel à 12 ans et un mois de prison pour corruption et a commencé à purger sa peine début avril, à Curitiba (sud). Il continue de clamer haut et fort son innocence, dénonçant l'absence de preuves.

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Accident.** Au moins 3 mineurs retrouvés morts dans une mine

Au moins trois mineurs ont été retrouvés morts hier dans la galerie abandonnée d'une mine d'Afrique du Sud appartenant au groupe Sibanye Stillwater, qui a collectionné les accidents mortels ces derniers mois.

• **Burkina Faso/Justice.** Des magistrats limogés pour "manquement à l'éthique"

Trois hauts magistrats burkinabè, accusés de "manquement à l'éthique et à la déontologie", ont été révoqués ou mis à la retraite alors que 15 autres magistrats ont été sanctionnés, selon un communiqué publié hier par le quotidien d'Etat Sidwaya.

• **Centrafrique/Combats.** Un Casque bleu tué à Bambari

Un Casque bleu burundais a été tué dimanche soir à Bambari, dans le centre de la Centrafrique, lors d'affrontements entre des hommes armés et des soldats de l'Onu et de l'armée centrafricaine, selon des sources onusiennes concordantes.

• **Comores/Politique.** Un haut responsable d'opposition condamné

Un haut responsable de l'un des principaux partis de l'opposition comorienne a été condamné hier à six mois de prison avec sursis pour sa participation à une manifestation contre le président du pays, Azali Assoumani, qu'il accuse de dérive autoritaire.

• **Ethiopie-Erythrée/Diplomatie.** Manifestations dans une ville revendiquée par Addis Abeba et Asmara

Les habitants de la ville frontalière de Badme, dans le nord de l'Éthiopie, ont manifesté hier contre la décision du Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed de la restituer à l'Érythrée, a-t-on appris de source administrative.

• **Libye/Conflit.** Les forces loyales à Haftar avancent dans Derna



Les forces loyales au maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de l'est libyen (photo), ont annoncé s'être emparées de plusieurs quartiers de Derna (est), promettant une "libération proche" de cette ville contrôlée par des milices islamistes et jihadistes.